

Jeudi 18 septembre 2008 - 09:48

Le psychiatre-député Nicolas Dhuicq conseille aux soignants de se faire élire

PARIS, 18 septembre 2008 (APM) - Le député UMP Nicolas Dhuicq (Aube), psychiatre hospitalier de profession, a conseillé mercredi aux soignants et directeurs de psychiatrie de se faire élire pour se faire entendre.

Intervenant dans un débat sur la sectorisation au cours du colloque "psychiatrie et santé mentale: quel avenir?" organisé par Décision santé, le député a surpris l'auditoire en lançant "qui est élu dans la salle?".

Devant l'absence de main levée, puis finalement celle d'une "ancienne élue", il a souligné que "dans une assemblée de chirurgiens orthopédiques ou de dermatologues, il y aurait eu plusieurs mains" et que cela traduisait "un manque d'intérêt pour la vie publique".

"Il faut que les psychiatres s'intéressent plus à la chose publique" et se présentent aux élections locales, a-t-il estimé, pour défendre et faire connaître leur discipline et faire avancer les réformes qu'ils estiment nécessaires. "La discipline est frileuse dans sa volonté d'exporter ses connaissances".

Cette action permettra aussi de réduire les réticences envers la psychiatrie dans la population, souvent par manque d'information et manque de culture scientifique, les psychiatres et la psychiatrie pouvant être perçus comme une "machine à décoder les pensées".

"Il faut aller voir les maires", a estimé Nicolas Dhuicq, lui-même maire de Brienne-le-Château depuis 2001 et conseiller général depuis 2004, afin de "casser l'obscurantisme" qui, selon lui, se développe dans la population.

Il a conseillé aux psychiatres de rencontrer les maires des secteurs qu'ils couvrent pour leur parler des hospitalisations d'office (HO) et des hospitalisations à la demande d'un tiers (HDT) et d'aller mener des formations à l'Association des maires de France (AMF) pour sensibiliser les élus.

Le psychiatre Denis Leguay (Centre de santé mentale angevin de Sainte-Gemmes-sur-Loire) a apporté un bémol à cette analyse, en estimant qu'il y avait peut-être aussi "un désintérêt des élus pour la santé mentale".

hm/eh/APM polsan